

REVUE DE PRESSE

Rapport Borloo

Borloo sonne la mobilisation pour les banlieues



Priorité du plan Borloo, l'éducation. Ici, Sevrans dont le maire a démissionné en avril, dénonçant le mépris du gouvernement. AFP

L'ancien ministre de la Ville vient de remettre un plan de bataille de soixante pages au Premier ministre. Son ambition ? Faire revenir la République dans les quartiers.

C'est une bouée de sauvetage des banlieues qui est lancée, un plan de bataille « de la dernière chance » à cinq milliards d'euros. Hier, Jean-Louis Borloo a remis son rapport *Vivre ensemble, vivre en grand la République* au Premier ministre.

Il y développe dix-neuf programmes, donnant la priorité à l'éducation. L'ancien ministre de la Ville plaide pour la rénovation de 400 écoles et collèges, le triplement du nombre d'enfants scolarisés dès 2 ans, un accroissement du personnel dans 8 000 maternelles, la lutte contre l'illettrisme...

« Du courage politique »

La formation occupe aussi une place importante, avec l'idée de créer 200 campus numériques offrant des cursus professionnalisants ; la naissance d'une Académie des leaders, inspirée de l'Ena, « valorisant les talents des quartiers » ; ou encore un effort pour « un recrutement massif » en alternance dans les PME... « La situation est grave. 500 000 jeunes sont aujourd'hui à l'arrêt, les bras croisés en bas des tours. »

Jean-Louis Borloo suggère également d'injecter un milliard dans la rénovation du RER en Ile-de-France et de relancer la rénovation des logements. Enfin, il préconise d'agir « fermement » pour la sécurité et la justice dans les quartiers.

La plupart des élus concernés réagissent positivement à ces propositions. « Pour la banlieue, le temps est à l'action », martèle Stéphane Gatignon. Maire de Sevrans (Seine-Saint-Denis), il a démissionné début avril « en raison du mépris du gouvernement envers les banlieues ». Philippe Rio, maire de Grigny (Essonne), se félicite, lui, de « préconisations solides, efficaces ».

Des actes « rapides », c'est ce qu'espère aussi Gilles Leproust, maire d'Allonnes (Sarthe) et secrétaire général de l'association Ville et banlieue. Le Sarthois rappelle que, depuis trois ans, la politique de la Ville est victime « d'un trou d'air, amplifié en 2017 par la baisse des crédits, le gel des emplois aidés, la diminution des APL ».

Les élus attendent maintenant le Plan de mobilisation en faveur des quartiers prioritaires qu'Emmanuel Macron détaillera en mai. Il pourrait y reprendre quelques idées du rapport Borloo. « Nous avons besoin de courage politique pour dégager quelques milliards », insiste Gilles Leproust. Selon Jean-Louis Borloo, les cinq milliards de son plan peuvent être financés « sans dépenses budgétaires nouvelles », grâce à la cession des participations de l'État en 2018.

Yves-Marie ROBIN.



Article issu de l'édition de Sarthe du Vendredi 27 Avril 2018

Quartiers prioritaires : Gilles Leproust veut des mesures urgentes



De gauche à droite : Jean-Louis Borloo, Julien Denormandie, secrétaire d'Etat au logement, Jacques Mézard, ministre de la cohésion sociale, Gilles Leproust, maire d'Allonnes, Anne Hidalgo, maire de Paris.

Jean-Louis Borloo présentait jeudi au Premier ministre son rapport sur les quartiers prioritaires à la suite de huit mois de concertation avec des élus, des responsables associatifs et des habitants.

Le maire d'Allonnes et secrétaire général de l'association des maires de France ville et banlieue, Gilles Leproust (PCF), estime que ce rapport « répond globalement aux attentes et aux enjeux de nos villes et banlieues mais il va falloir que cela se concrétise rapidement ».

Parmi les trois mesures prioritaires que retient l'édile sarthois, celle consacrée à la rénovation urbaine et le plan d'action vis-à-vis des associations et « qu'il faut aider, surtout après la baisse des crédits aux collectivités et le gel des emplois aidés. » La mesure phare de ce rapport reste pour Gilles Leproust celle relative à l'Éducation nationale. « Elle est déterminante et doit s'inscrire dans la durée. Le dédoublement des classes préparatoires en zone prioritaire est embryonnaire et doit aller beaucoup plus loin ».

Le maire d'Allonnes pense qu'il faut l'élargir « à toutes les classes élémentaires », en accompagnant les collectivités pour relever ce défi. « Il faut également plus d'assistantes sociales, de médecins et de psychologues scolaires. Il faut renforcer les effectifs ». « Nous avons besoin de mesures urgentes qui ne pourront, dans le domaine de l'éducation, attendre la rentrée 2019-2020 ».



ALBERT FACELLY

Éditorial

PAR PATRICK LE HYARIC

Les banlieues, cette richesse

L'accueil réservé par le gouvernement au rapport sur la situation des « banlieues » commandé à Jean-Louis Borloo est inversement proportionnel à celui de M. Spinetta sur la SNCF. Ceci se comprend. Le texte, issu d'une large concertation avec les acteurs de terrain, qu'a présenté l'ancien ministre de la Ville, est un implacable acte d'accusation contre les faits, méfaits et forfaits des politiques mises en œuvre ces dernières décennies sous la dictée d'un capitalisme qui laisse à l'écart de la République les habitants des banlieues, des villes moyennes comme ceux des territoires et départements d'outre-mer et du monde rural. Un système qui draine de plus en plus l'argent vers de grandes métropoles, quand il ne termine pas dans les paradis fiscaux, utilisant hier la ruralité et aujourd'hui les travailleurs vivant dans les cités populaires comme des réservoirs de « main-d'œuvre » bon marché qui servent aussi à tirer vers le bas l'ensemble des rémunérations. Ces « lieux » ont été littéralement délaissés, méprisés, tout en étant vilipendés. Et pourtant, c'est dans ces espaces que le macronisme aggrave encore les souffrances sociales: diminution des crédits aux communes et à la politique de la ville, suppression des aides au logement, étouffement organisé des offices HLM, sévère rabotage des emplois aidés, pénalisation des villes qui ont le plus de logements sociaux avec l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Ajoutons cette sorte de règle d'or imposée aux collectivités qui réduit autoritairement leur « droit à la dépense » au service des habitants.

Le rapport confirme ce que nous n'avons cessé de dénoncer ici: moins de services publics, moins de crèches, moins d'équipements sportifs, des capacités financières des communes populaires un tiers moins importantes que la moyenne, moins d'accès à la culture, moins de policiers, moins d'enseignants, moins de professeurs. Un niveau de chômage et de précarité plus important qu'ailleurs. Ajoutons cette plaie au visage du pays de Molière et d'Hugo: l'illettrisme. Dans un rapport commandé par le gouvernement est donc mise à nu l'ampleur des fractures territoriales, sociales qui balafrent violemment le principe de l'égalité républicaine. « Cette situation ne sera pas tenable si nous renonçons à intégrer dans le rêve français 10 millions d'âmes invisibles », proclame le texte. C'est dire le niveau élevé de l'urgence sociale et humaine.

De nombreuses propositions du rapport s'opposent aux orientations actuelles du pouvoir, d'autres ont été déjà vues ou entendues, d'autres sont trop imprécises. Ainsi, on ne pourra pas le suivre quand il propose un fonds issu de nouvelles privatisations. C'est précisément cette logique qui

offre les biens communs à des entreprises privées qui font du travail une variable d'ajustement pour augmenter les profits et sacrifie les quartiers populaires. De même, ce que l'on appelle les « emplois francs » n'aboutissent qu'à offrir une main-d'œuvre sous-payée à de grandes entreprises qui en profitent pour accentuer encore la concurrence et à terme aggravent les déficits de la Sécurité sociale. C'est au chantier d'une allocation-autonomie jeunes pour les études, au logement qu'il faudrait s'attaquer. Ce n'est pas le couvre-feu sur les quartiers qu'il faut décréter, mais celui sur les licenciements et le chômage. La perte de son travail ou le mur dressé devant le droit au travail sont une véritable perte de soi.

Voilà pourquoi, au lieu des habituels replâtrages, des bricolages et des paroles ministérielles masquant le manque de politique publique audacieuse, la République, pour rester elle-même, doit faire vivre les droits à

l'éducation, à la formation, au travail, au logement et à la santé. En ce sens, il conviendrait de se saisir avec audace du projet libérateur de garantir à chacune et chacun un travail, combiné tout au long de la vie aux formations nécessaires pour pouvoir évoluer dans ses activités, ses fonctions et rémunérations en lien avec les mutations technologiques à l'œuvre comme aux besoins en emplois nouveaux qu'imposera la révo-

lution écologique amorcée. À l'opposé de la précarisation du travail, du contrôle des chômeurs et des pauvres, des contrôles au faciès, c'est à une sécurité de vie, à une sécurité dans le travail et la formation qu'il faut parvenir par le débat et une action tenace et de longue haleine pour sortir des dangereux chantiers des « décivilisations » à l'œuvre.

Ce rapport sur les banlieues est aussi un point d'appui pour réclamer avec force et d'urgence de revenir sur toutes les décisions qui ont conduit à geler ou à réduire les crédits pour les associations, pour les communes, de réinstaller les services publics supprimés, d'engager un incomparable effort pour l'école, l'université, le sport et la culture, d'aider les offices HLM et accélérer la construction de nouveaux logements de haute qualité environnementale, à loyers accessibles, dans le cadre de projets de ville portés par les maires et les populations.

Les actions des élus, des associations comme ce rapport éclairent d'un jour nouveau ce que l'on cache bien trop de la réalité de notre pays. Des points d'appui nouveaux se construisent. Le respect ne doit plus être mis en jachère et le droit à l'égalité ne doit plus être ce gros mot que les idéologues du système triturent, malaxent et rejettent pour l'accoler à l'inefficacité. Au contraire, proclamer en actes l'égalité républicaine deviendra une considérable richesse pour la collectivité nationale. ★

Le droit à l'égalité ne doit plus être ce gros mot que les idéologues du système triturent, malaxent et rejettent pour l'accoler à l'inefficacité.

Plan Borloo : une dernière chance pour les quartiers ?

Quel sort sera réservé au plan Borloo « pour faire revenir la République dans les quartiers » ? Réponse le 22 mai avec l'arbitrage du président.

Le 22 mai, le président de la République annoncera son « plan de mobilisation pour les quartiers défavorisés ». Les élus de ces quartiers, au bout du rouleau, l'attendent au tournant. Emmanuel Macron suivra-t-il les préconisations chocs du plan Borloo, dit de la « dernière chance », pour les banlieues ? L'ancien ministre de la Ville et artisan de la rénovation urbaine avait été chargé en novembre 2017 par le chef de l'État de proposer « un plan de bataille pour les banlieues ». Jean-Louis Borloo l'a fait, en coopération avec les élus, les acteurs associatifs, les services de l'État. Son programme de 60 pages dévoilé le 26 avril aligne une vingtaine de préconisations détonantes pour « un changement radical dans la conduite de l'action publique ». Son diagnostic est cinglant : moins de services publics, moins d'équipements, moins de crédits, les 1 500 quartiers de la politique de la ville (QPV) et leurs 5, 5 millions d'habitants « vivent dans une forme

de relégation ». Chômage, pauvreté, échec scolaire y sont 2 à 3 fois plus élevés que la moyenne nationale. Aussi, parce que les quartiers populaires « ne demandent pas l'assistance » mais simplement « le droit à l'égalité

***Préconisation:
« un changement radical de l'action publique » pour sortir « 5, 5 millions de personnes de la relégation ».***

républicaine », il chiffre à 50 milliards d'euros (soit la moitié du crédit d'impôt aux entreprises) les besoins pour l'emploi, l'éducation, l'habitat, les transports, l'émergence d'élites. Le tout sous le contrôle d'une juridiction chargée de sanctionner l'inaction de l'administration. Qu'en retiendra Emmanuel Macron ?



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

Le 26 avril, l'ancien ministre de la Ville soulignait que les quartiers populaires ne demandent pas « l'assistance », juste « le droit à l'égalité ».

Avenir des banlieues : une réunion lundi autour de la culture



Une cinquantaine de Sarthois ont fait le déplacement à Paris.

Une cinquantaine d'acteurs locaux d'Allonnes, du Mans et de Couaines, citoyens, bénévoles des associations, élus ou agents du service public ont participé à la journée de mobilisation pour l'avenir des villes et des quartiers. Partis en car d'Allonnes, ils ont rejoint un millier d'habitants des quartiers prioritaires des petites et grandes villes françaises. Ils ont pu exprimer leurs expériences et leurs idées pour agir ensemble pour l'avenir de leurs quartiers et villes populaires et ont pris connaissance du rapport de Jean-Louis Borloo qui fait suite à l'appel de Grigny. Le président de la République, le 22 mai, exprimera la manière dont il compte prendre en compte ces mesures. La prochaine étape aura lieu le 14 mai à Allonnes sur le thème de la culture. Elle sera précédée par une réunion publique le lundi 7 mai à Allonnes au cours de laquelle, l'ensemble des propositions du rapport de Jean-Louis Borloo sera présenté.

Le Maine
libre

Article issu de l'édition de Grand-Mans du Samedi 05 mai 2018

ANALYSE

Rapport Borloo : les doutes amers des maires de banlieue

Par [Laure Bretton](#) — 10 mai 2018 à 19:16



Plus de 1000 maires étaient reçus à l'Élysée, le 22 novembre. Photo Laurent Troude



Le Président devrait se prononcer le 22 mai sur les préconisations ambitieuses de l'ex-ministre, mais les élus craignent d'être laissés en plan par un exécutif minimisant leurs problèmes.

➔ Rapport Borloo : les doutes amers des maires de banlieue

Ils ont l'oreille sélective. En attendant le discours d'Emmanuel Macron sur la banlieue, prévu pour l'instant le 22 mai, maires de villes aux quartiers difficiles et présidents d'associations préfèrent retenir les paroles les plus allantes dans le concert gouvernemental provoqué par la remise, fin avril, du rapport Borloo. Ils voient des signes dans les sorties médiatiques à répétition du secrétaire d'Etat chargé de la Cohésion territoriale. Julien Denormandie parle, tweete, diffuse les «19 plans» du père de la rénovation urbaine appelant à une «*réconciliation nationale*» avec les quartiers défavorisés. «*Nous étudions toutes les propositions du rapport Borloo sans aucun tabou*», assure-t-il sur tous les tons,

promettant que le gouvernement sera «*au rendez-vous*». Ce qui va bien à des maires épuisés par les décisions gouvernementales sur les emplois aidés ou les baisses d'APL mais remontés comme des coucous depuis cet automne. «*Jacques Mézard et Julien Denormandie ont demandé à dix commissions de bosser, soit près de 250 personnes auxquelles il faut ajouter les préfets, les cabinets ministériels, Matignon et l'Elysée : ça fait beaucoup de cerveaux pour seulement deux ou trois bricoles présidentielles*» annoncées fin mai, veut croire Driss Ettazaoui, vice-président Modem de la métropole Evreux-Portes de Normandie et membre du tout nouveau conseil présidentiel des villes.

«Bal des faux-culs»

En réalité, derrière le paravent Denormandie, les analyses ministérielles inquiètent les acteurs de la politique de la ville. Comme celle de Benjamin Griveaux, qui conteste le ton de Jean-Louis Borloo- *«Il ne faut pas non plus dramatiser»* - et qui prévient que les conclusions de l'ex-ministre de la Ville, *«cela ne reste qu'un rapport»*. *«Borloo a fait du Borloo, abonde un autre membre du gouvernement, sous couvert d'anonymat. Il est allé voir un ministre pour lui dire : "Ecoute, il faut que tu prennes 10 000 jeunes." Il y a des choses qu'on va reprendre, qui recourent certains de nos projets, et d'autres, bon...»* Et d'ajouter : *«C'est quand même un plan à 50 milliards.»*

Depuis la remise précipitée du rapport à Edouard Philippe, les ministères se sont mis au travail, épluchant ses idées : création d'une «académie des leaders», 30 000 places de crèche dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), primes pour les policiers nommés en banlieue ou encore «cour de l'équité territoriale» et un fonds de 5 milliards d'euros abondés par des cessions de participations de l'Etat. *«Il faut garder la cohérence de ce rapport, son caractère global. Si on ne prend pas tout, ça ne marchera pas, plaide Yasmine Boudjenah,*

première adjointe à Bagneux (Hauts-de-Seine). La vraie erreur jusqu'à maintenant a été de toucher au bâti d'un côté, puis au sport, puis à l'école.»

Vu la valse à deux temps de l'exécutif - rapport remis au Premier ministre, décisions présidentielles un mois plus tard - et le mode de fonctionnement vertical du chef de l'Etat, le silence radio des cabinets ministériels était prévisible. Puisque personne ne sait vraiment jusqu'où iront les arbitrages d'Emmanuel Macron, personne ne se risque à dire trop de bien ou vraiment du mal du travail de Jean-Louis Borloo et des maires. *«Un vrai beau bal de faux-culs», s'amuse un édile. «Ce qui a commencé, c'est un jeu de couloirs, les calculettes politiciennes sont de sortie»,* explique de son côté Philippe Rio, maire PCF de Grigny (Essonne), pointant Bercy du doigt.

«C'est surtout à l'Education nationale que ça coince», insiste un autre élu. En plus de la poursuite des dédoublements de classes dans les quartiers les plus difficiles, Jean-Louis Borloo a remis au goût du jour

l'idée de mettre en réseau tous les acteurs concernés par les enfants, des écoles aux associations sportives ou culturelles aux médiathèques en passant par les parents d'élèves ou les centres de loisirs. Ce serait la naissance de «cités éducatives», une petite révolution qui effraie pas mal de monde dans les rangs des enseignants. *«La fourmi ne pense jamais du bien du coup de pied dans la fourmilière»*, rappelle Catherine Arenou, maire LR de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) pour qui il est *«encore plus important de bousculer la méthode et de changer les habitudes que de se focaliser sur les montants budgétaires»*.

L'Association des maires de France et les grandes métropoles ont dit tout le bien ces dernières semaines du combat des maires de banlieue. Même le Medef est en train de bouger, qui devrait se lancer sous peu dans un «tour de France de l'insertion des jeunes» avec l'association Bleu blanc zèbre. *«Il est en train de se passer quelque chose, assure son président, Jean-Philippe Acensi. On a créé une ambiance, maintenant il faut une épopée.»* Dont il croit Emmanuel Macron capable. *«Il peut être le président des banlieues, le président de l'outre-mer, le président des*

oubliés de la République», assure Jean-Louis Borloo. Comme une petite pression amicale.

Occasion en or

«On vient tous de l'ancien monde, analyse un édile dérouteré par le chef de l'Etat. On a du mal à comprendre le bonhomme : on le croit capable de tout envoyer bouler sous prétexte que le consensus est général au nom de sa fameuse disruption.» S'ils ne sont pas récents, les propos d'Emmanuel Macron raillant *«les gens qui pensent que le summum de la lutte, c'est les 50 euros d'APL»* dans un documentaire diffusé lundi sur France 3 ont ravivé leurs inquiétudes pile au moment où ils espéraient que le Président avait enfin une occasion en or pour se défaire de son étiquette de «président des riches». *«Il peut enfin faire du "en même temps" pour les plus riches et les moins favorisés, ce serait bien les premières décisions sociales du quinquennat, analyse Philippe Rio. Soit il prend les trucs les plus clinquants et il casse la cohérence d'ensemble, soit il reste le chantre de la réussite individuelle et il manque son*

rendez-vous avec les banlieues.»

Soudés malgré leurs étiquettes politiques diverses, les membres de l'association Ville et banlieue ont décidé de remettre un coup de pression sur le gouvernement à l'heure où les décisions sont en cours. Mercredi et jeudi prochains, ils organisent des conseils municipaux extraordinaires pour «*décrypter et débattre*» du rapport Borloo et faire voter une «*adresse à Emmanuel Macron*» par leurs concitoyens. Un peu d'agit-prop, en ce mois de mai cinquantenaire, venue de La Seyne-sur-Mer, Grigny, Chanteloup-les-Vignes ou encore Allonnes, près du Mans. «*Les propositions de Borloo vont à l'opposé de tout ce que fait le gouvernement en faveur des plus riches*, explique le maire d'Allonnes, Gilles Leproust. *Donc forcément, on doute de la volonté politique de changer totalement de cap en trois semaines.*» ◆

Laure Bretton

Sixième étape des territoires gagnants



Agnès Fouqueray, Mélanie Duchaine et Gilles Leproust ont présenté la 6e étape des territoires gagnants.

Allonnes sera la sixième étape des territoires gagnants afin de peser sur les orientations du rapport Borloo qui a été remis au président de la République le 26 avril. Celui-ci doit donner les orientations de ce que sera la politique envers les territoires de la ville et banlieues précarisés.

Un rassemblement s'était déroulé à Grigny en 2017

Ceux qui ont suivi le dossier se souviendront que, suite aux baisses des dotations de l'État - décidé par le gouvernement au cours de l'été 2017 - envers les collectivités locales, en particulier les territoires défavorisés, des élus de toutes sensibilités politiques se sont mobilisés et ont organisé un premier rassemblement en fin d'été 2017, à Grigny, en invitant l'exécutif à revenir sur ces décisions.

Face à cette montée du mécontentement, le président de la République a chargé Jean-Louis Borloo de rédiger un rapport pour les villes et banlieues. Un rapport remis au Premier ministre lors de la 5e étape. Le président de la République doit indiquer, le 22 mai, quelles seront les mesures pour les territoires défavorisés.

En ce sens, le 14 mai à 9 h 30, à la maison des Arts, Allonnes recevra la 6e étape avec comme thème « La culture dans nos quartiers » avec quatre thématiques (voir programme ci-dessous).

Le thème de la culture sera développé

La sixième étape de la politique de la ville se déroule le lundi 14 mai, à partir de 9 h 30, à la maison des Arts d'Allonnes. La culture sera le thème de ces états généraux de la politique de la ville.

Le programme.

10 heures : « Vivre ensemble et faire ensemble dans nos quartiers », en lien avec le rapport Borloo, avec Philippe Fenwick du film « Hier ce sera mieux », une représentation du

théâtre de l'Enfumerai et « La Micro Folie de Sevrans ».

10 h 40 : Intervention du préfet de la Sarthe.

11 heures : « L'accompagnement des jeunes par la culture », avec l'adjoint à la culture et Mom'Artre/Passeurs d'Art, Papy vidéo, le KO des mots et La Baraka Prod.

13 h 45 : « L'accès à la culture des publics adultes », avec Marie-Claire Martel et mot de Zaia Ziouani, as-

sociation Singa, Thierry Auzer de la compagnie des Aspholètes, Martine Vincent de l'association Décider et Wimoov.

14 h 45 : « L'image des quartiers », vidéo allonnaise « La voix d'ici », vidéo des Mureaux et le directeur de l'école de musique.

15 h 30 : Conclusion des acteurs clés de la journée.

« La culture dans nos quartiers », un sujet à débattre



La délégation allonnaise aux états généraux de la Politique de la ville, le 26 avril à Paris.

L'engagement d'Allonnes ne faiblit pas. Pas moins de deux initiatives, cette semaine, dans la ville engagée dans la mobilisation des villes populaires depuis l'appel de Grigny, en octobre.

Lundi, Allonnes accueille la sixième étape du Tour de France des États généraux de la politique de la Ville.

Le thème abordé, en Sarthe, sera l'importance de la culture dans les quartiers. « La culture: l'ADN de notre ville, se plaît à rappeler le maire, Gilles Leproust. Ici, nous avons toujours investi dans la culture, c'est déterminant pour construire un avenir radieux avec des citoyens éclairés. »

Des élus et des citoyens de la France entière sont donc attendus, ce lundi, pour débattre sur le sujet à la Maison des arts.

« On accueille dans un endroit symbolique puisque la Maison des arts est née grâce au programme de l'ANRU I », souligne le maire.

Lundi 14 mai, « La culture dans nos quartiers », à la Maison des arts, à partir de 9 h 30.

J - 3 : Etats Généraux de la Ville. La culture dans nos quartiers. Rendez-vous à Allonnes le 14 mai

vendredi 11 mai 2018



Appel

Le Collectif Territoires Gagnants poursuit sa mobilisation pour les quartiers populaires !

Notre Tour de France des Solutions fera bientôt étape dans la Ville d'Allonnes à l'espace Jean Carmet. Après nos remarquables rendez-vous grignois, roubaisien, mulhousien, sevranaï et réunionnais, nous avons présenté nos solutions pour les quartiers et leurs habitants lors de l'étape parisienne le 26 avril dernier.

Le 22 mai prochain, le Président de la République se prononcera sur l'avenir de la politique de la Ville. Plus que jamais, mobilisons-nous et maintenons la dynamique engagée il y a huit mois lors de l'Appel de Grigny.

Rendez-vous aux Etats Généraux de la Ville

Chapitre 6 : " La Culture dans nos quartiers "

Le lundi 14 mai, à partir de 9h30, à l'espace Jean Carmet

5, boulevard d'Anjou, 72700 Allonnes

Associations, élus, entreprises, employés des collectivités, citoyens engagés... nous vous attendons nombreux : la politique de la ville de demain se construit avec vous !

Essentielle à la cohésion sociale et à l'épanouissement de chacun(e), la culture est un moteur déterminant pour faire de nos quartiers des Territoires Gagnants !!

Construction de son identité, exploration de ses racines, ouverture au monde, la culture sous toutes ses formes sera à l'honneur le 14 mai prochain

Mercredi, un conseil municipal extraordinaire



Gilles Leproust a épluché le rapport Borloo. Ici, en compagnie de Mélanie Duchaine, tout juste recrutée en service civique pour sept Mois comme « Ambassadrice culturelle politique de la ville ».

Comme Les Mureaux, La Seyne-sur-Mer, Grigny, Chanteloup-les-Vignes... Allonnes reste mobilisée et maintient la pression sur le gouvernement « **pour faire prendre conscience de la qualité des travaux du rapport Borloo, de l'urgence à prendre des mesures et apporter rapidement des réponses** ».

C'est pourquoi, avant les annonces d'Emmanuel Macron, prévues le 22 mai prochain, le maire convoque un conseil municipal extraordinaire, ce mercredi, avec une seule question à l'ordre du jour : décrypter les dix-neuf points du rapport Borloo « Vivre ensemble, vivre en grand ».

« **Tout le monde en parle mais qu'est ce qu'il y a véritablement dedans ? C'est ce que nous allons expliquer pendant ce conseil.** »

Point par point, les élus détailleront les retombées pour Allonnes. Les internautes pourront poser leurs questions en live, via Facebook, et le maire fera des suspensions de séance pour donner la parole au public.

À l'issue de ce conseil, « **nous enverrons une adresse solennelle au Président de la République pour qu'il entende la voix des quartiers** ».

Même si le secrétaire général de Villes et banlieues est « **raisonnablement optimiste** », pas question de relâcher les efforts. Tous resteront mobilisés jusqu'au 22 mai. Et après...

Mercredi 16 mai, conseil municipal extraordinaire, à 18 h 30, à l'hôtel de ville.

Une banlieue à la campagne

Allonnes, une petite commune qui compte 11.000 habitants, accueille lundi la sixième étape des Etats généraux de la politique de la Ville consacrée à la culture.



La rénovation urbaine a permis de démolir plusieurs bâtiments et de réintroduire des espaces verts entre les murs. © Radio France / Mathilde Dehimi

A **Allonnes** dans la Sarthe, un cinquième du budget est consacré à la culture, au sport et à l'éducation, alors que la culture et le sport sont généralement les parents pauvres des budgets municipaux.

Pour cette commune proche du Mans, il s'agit de tenter d'"empêcher que certains ne tombent encore plus dans la délinquance ou l'économie souterraine". Le maire communiste Gilles Leproust explique :

C'est un choix politique : on a un seul policier municipal

Allonnes bénéficie d'un environnement très vert, avec ses champs à l'orée de la ville et la Sarthe en contrebas des tours, cette "banlieue à la campagne" connaît aussi les problèmes des quartiers prioritaires, avec notamment un chômage proche de 30%.

Bâtie dans les années 60 pour héberger rapidement les ouvriers de Renault souvent venus du Maghreb, **Allonnes** aligne aujourd'hui les barres de béton avec 85% de son territoire en Zone urbaine sensible (ZUS).

La population est très jeune puisque plus de 40% a entre 18 et 26 ans. Une jeunesse que l'on veut occuper au-delà des sorties au Mans, qu'une ligne de bus rallie en 10 minutes.



Intervention du Mardi 15 Mai 2018 à 7h00



Allonnes : Une banlieue à la campagne



mardi 15 mai 2018

Ce matin à 7h15 France Inter consacrait son émission à Allonnes dans la Sarthe qui compte 11.000 habitants.

La commune a accueilli le 14 mai la sixième étape des Etats généraux de la politique de la Ville consacrée à la culture. Un cinquième de son budget est consacré à la culture, au sport et à l'éducation, alors que la culture et le sport sont généralement les parents pauvres des budgets municipaux.

Pour cette commune proche du Mans, il s'agit de tenter d'"empêcher que certains ne tombent encore plus dans la délinquance ou l'économie souterraine".

Gilles Leproust, le maire d'Allonnes et Secrétaire général de l'association des maires Ville & Banlieue explique pourquoi il a fait le choix de la Culture et le sport.

La culture, fondamentale dans les banlieues



Alors que les débats s'enchaînaient dans l'auditorium de la Maison des arts pour parler de la culture dans les banlieues, comme tous les lundis et les jeudis, juste à côté, les seize élèves de CM2 et leur institutrice, Émilie Bargain, prenaient leur cours avec Catherine Prada et Anne-Guillaume Cetin, enseignantes.

« Malgré les grèves de train et le retour des vacances, une nouvelle fois, cette journée a été riche d'échanges et d'idées à développer », se félicite Guillaume Villemot, cofondateur et vice-président de Bleu blanc zèbre, lundi soir, à la fin de la sixième étape des états généraux de la politique de la Ville, sur le thème la culture dans nos quartiers.

Comme les autres villes de banlieues, Allonnes a montré qu'il y avait des richesses et de nombreuses expériences positives dans les territoires gagnants « pour faire une République ensemble, a insisté le maire, Gilles Leproust. Les solutions existent déjà, elles sont dans nos territoires. »

À l'image de ce qui se fait à l'école de musique d'Allonnes depuis trois ans, en partenariat avec Zahia Ziouani, chef de l'orchestre symphonique, Divertimento.

Seize enfants de l'école Victor-Hugo, aujourd'hui en CM2, ont découvert la musique classique et appris à jouer gratuitement d'un instrument à corde. « La première fois qu'on a confié les violons, on se demandait vraiment comment ils allaient revenir, avoue Dominique Cormier, directeur de l'école municipale de musique. Un violon, c'est beaucoup plus fragile qu'une trompette. »

Résultat : une seule réparation en trois ans, des instruments nickels, des enfants assidus au cours collectifs deux fois par semaine et une véritable nouvelle dynamique au sein de l'école.

Sans la mise en place de ce projet, ils n'auraient sans doute jamais pu avoir le bonheur d'entendre un grand orchestre classique de renommée internationale et ce qui sûr, ils n'auraient jamais pu imaginer un jour jouer avec de tels musiciens.

QUARTIERS POPULAIRES

« Il faut peser pour éviter le détricotage du rapport Borloo »

Dans l'attente des arbitrages qui doivent être rendus par Emmanuel Macron, mardi, des maires de villes de banlieue ont fait voter des vœux de soutien au texte. Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes, explique les raisons de cette initiative.

A l'image de nombreuses communes de banlieue, la ville d'Allonnes (Sarthe) a adopté, mardi soir, à l'occasion d'un conseil municipal extraordinaire, un vœu demandant au gouvernement de ne pas enterrer le rapport remis par Jean-Louis Borloo, en avril. Retour sur cette initiative avec Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes et vice-président de l'Association des maires ville et banlieue.

Quelle appréciation portez-vous sur le rapport Borloo ?

GILLES LEPROUST Ce rapport est le fruit d'un intense travail des acteurs des villes populaires, des élus, des réseaux associatifs et citoyens, tout au long de ces six derniers mois, notamment via le tour de France organisé par le collectif des Territoires gagnants, qui a prolongé l'appel de Grigny, lancé en octobre 2017. Nous avons valorisé des expériences innovantes qui ont été reprises dans le rapport, avec l'objectif de les reproduire à plus grande échelle. À titre personnel, je n'adhère pas forcément à toutes les réponses apportées, mais je défends à la cohérence des propositions de Borloo, qui visent une réduction des inégalités sociales et territoriales. Il s'agit bien de faire en sorte que la République existe partout et à égalité.

À la veille de l'intervention du président de la République sur les quartiers populaires, le 22 mai, vous avez organisé un conseil municipal extraordinaire. Avec quel objectif ?

GILLES LEPROUST Nous voulons collectivement maintenir une pression sur le gouvernement de manière à ce qu'il ne détricote pas le



Conseil municipal extraordinaire à la mairie d'Allonnes, le 16 mai. Au centre, Gilles Leproust. Service communication/Mairie d'Allonnes

rapport Borloo. Mardi, la ville d'Allonnes a adopté une adresse solennelle à Emmanuel Macron pour qu'il prenne en compte la globalité du rapport et pour redonner confiance aux citoyens dans l'action publique. Mais nous ne sommes pas les seuls ! Trélazé, Chanteloup-les-Vignes, Grigny, Les Mureaux, La Seyne-sur-Mer, Bagneux, Grenoble... Toutes ces villes ont décidé de tenir des conseils municipaux extraordinaires sur le thème de la politique de la ville.

Qu'avez-vous demandé précisément dans cette adresse solennelle à Emmanuel Macron ?

« DANS SES MISSIONS DE DROIT COMMUN (POLICE, JUSTICE, ÉDUCATION, SANTÉ), L'ÉTAT DOIT RÉTABLIR UNE ÉGALITÉ DE MOYENS. »
STÉPHANE PEU, DÉPUTÉ PCF DE SEINE-SAINT-DENIS.

GILLES LEPROUST D'abord, nous lui disons que nous nous reconnaissons pleinement dans les constats et les propositions du rapport Borloo et que, hélas, dans les échanges citoyens, beaucoup d'entre nous se sentent méprisés. L'occasion est notamment donnée de changer de cap, de prendre des décisions concrètes et, surtout, d'y associer les premiers concernés, avec un comité de suivi dans chaque département.

INTELLECTUELS, ÉLUS ET ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE MOBILISÉS

Une pétition d'intellectuels publiée dans le *Journal du dimanche* le 13 mai et un texte d'acteurs de terrain paru dans *Libération* le 2 mai demandent au président Macron d'agir pour les banlieues et de ne pas enterrer le plan Borloo. « Ce n'est pas un plan banlieue, mais un plan pour réconcilier le pays », dit l'appel signé notamment par la philosophe Cynthia Fleury ou le neuropsychiatre Boris Cyrulnik.

Pensez-vous que le gouvernement réponde favorablement aux propositions du rapport Borloo ?

GILLES LEPROUST Nous espérons qu'Emmanuel Macron aura assez de courage politique pour prendre les mesures nécessaires et faire que chaque ministère fasse vivre ce rapport dans les semaines qui viennent. Il faudra en passer par des politiques budgétaires très claires. S'il n'y avait pas eu la mobilisation et l'appel de Grigny, toutes tendances politiques confondues, les quartiers populaires n'auraient pas été à l'agenda du gouvernement. Avec les coups de sabre portés aux dotations de la politique de la ville et la suppression des emplois aidés, on ne peut pas dire que les villes populaires faisaient partie des préoccupations du président. Nous sommes déterminés, mais les yeux grands ouverts. On n'a pas d'illusions particulières, mais nous ne relâcherons pas la pression pour que les habitants des quartiers ne soient pas les oubliés de la République. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
IXCHEL DELAPORTE

Vendredi 18, samedi 19 et dimanche 20 mai 2018 l'Humanité



Allonnes vote une adresse solennelle à E. Macron pour qu'il entende la voix des quartiers

vendredi 18 mai 2018

Le 16 mai 2018, un Conseil Municipal extraordinaire s'est tenu à Allonnes (72) pour présenter le rapport Borloo et ses 19 programmes.

Une centaine de personnes ont répondu à l'appel : habitants, conseils citoyens, et représentants d'associations.



Les élus du conseil municipal et les Allonnais présents **ont voté à l'unanimité une adresse solennelle au Président de la République** afin d'exiger une prise en compte rapide des propositions « Borloo ».

Communiqué de presse et adresse solennelle au président de la république ci-après.

Communiqué de presse

Le 16 mai 2018, un Conseil Municipal extraordinaire s'est tenu pour présenter le rapport Borloo et ses 19 programmes.

Une centaine de personnes ont répondu à l'appel : habitants, conseils citoyens, et représentants d'associations. Dix-sept élus à tour de rôle dans un temps limité, ont présenté selon leur domaine d'expertise, les actions menées, prévues et l'apport du plan Borloo à leur champ. Ce conseil « extraordinaire » a permis de débattre et d'échanger, tous ensemble sur l'avenir de nos quartiers et de nos villes populaires, avec l'assemblée présente dans la salle, mais également avec les internautes. Ce conseil diffusé en direct sur le Facebook Live de la Ville, a permis également aux internautes d'exposer leurs interrogations aux élus, et d'obtenir des réponses claires et immédiates. Ce fut un beau moment d'éducation populaire, et de démocratie.

En conclusion de ces échanges, ensemble, les élus du conseil municipal et les Allonnais présents ont voté à l'unanimité une adresse solennelle au Président de la République afin d'exiger une prise en compte rapide des propositions « Borloo ». En effet, le Chef de l'Etat doit s'exprimer sur cette importante question le 22 mai prochain.

Nous remercions l'ensemble de l'assemblée ainsi que les internautes pour leur implication positive au sein de cette mobilisation. Cette dernière doit continuer afin de mettre en oeuvre ce plan de « réconciliation nationale », qui est l'avenir de tous.



TÉL. : 02 43 83 42 01
FAX : 02 43 83 42 33
www.allonnes.fr

Allonnes, le 16 mai 2018

Adresse solennelle au Président de la République

Monsieur le Président de la République,

Réunis en séance d'un conseil municipal extraordinaire ce 16 mai 2018, les élus allonnais, avec les nombreuses personnes présentes dans la salle, vous adressent un appel solennel.

Engagés dans l'appel de Grigny, nous avons contribué, avec beaucoup d'autres, au rapport que vous a remis Jean-Louis Borloo. Nous nous reconnaissons pleinement dans les constats et les propositions faites.

Le rapporteur, dès les premières pages, écrit : "l'heure n'est plus aux rapports d'experts, l'heure est à l'action." C'est également notre avis.

Les habitants de nos villes populaires, les associations, ont besoin d'être entendus, respectés. Le sentiment d'être méprisés revient souvent dans les échanges.

Il y a urgence et ce rendez-vous avec vous et votre gouvernement ne peut être raté. Il en va de notre République, du vivre ensemble et du faire ensemble.

En conséquence, nous vous demandons solennellement le 22 mai de prendre en compte la globalité de ce rapport et d'apporter dans les semaines à venir des actes concrets dans nos territoires.

Engagés au quotidien au plus près des habitants, des acteurs locaux, nous souhaitons être associés à la mise en œuvre des propositions à venir et demandons, dans chaque département, la mise en place d'un comité de suivi.

L'Etat, en mettant en œuvre la globalité du plan Borloo, redonnera de la confiance aux citoyens dans l'action publique. C'est de la démocratie dans notre pays dont il s'agit !

Dans l'attente de vous lire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Gilles LEPROUST
Maire d'Allonnes
Secrétaire Général de l'Association des Maires
de Ville & Banlieue





Interview à l'Humanité du 18 mai 2018

Gilles Leproust : « Il faut peser pour éviter le détricotage du rapport Borloo »



vendredi 18 mai 2018

Comme de nombreuses communes de banlieue, la ville d'Allonnes (Sarthe) a adopté, le 15 mars dernier à l'occasion d'un conseil municipal extraordinaire, un vœu demandant au gouvernement de ne pas enterrer le rapport remis par Jean-Louis Borloo.

Gilles Leproust, maire d'Allonnes (72) et vice-président de l'Association des maires ville et banlieue, explique, dans l'Humanité du jour, les raisons de cette initiative.

Extraits :

"Nous voulons collectivement maintenir une pression sur le gouvernement de manière à ce qu'il ne détricote pas le rapport Borloo".

"C'est pourquoi la ville d'Allonnes a adopté une adresse solennelle à Emmanuel Macron pour qu'il prenne en compte la globalité du rapport et pour redonner confiance aux citoyens dans l'action publique. Mais nous ne sommes pas les seuls ! Trélazé, Chanteloup-les-Vignes, Grigny, Les Mureaux, La Seyne-sur-Mer, Bagneux, Grenoble... Toutes ces villes ont décidé de tenir des conseils municipaux extraordinaires sur le thème de la politique de la ville".

"Nous lui disons que nous nous reconnaissons pleinement dans les constats et les propositions du rapport Borloo et que, hélas, dans les échanges citoyens, beaucoup d'entre nous se sentent méprisés. L'occasion est notamment donnée de changer de cap, de prendre des décisions concrètes et, surtout, d'y associer les premiers concernés, avec un comité de suivi dans chaque département..."

Banlieues : Borloo soutenu par les élus locaux

Le chef de l'Etat recevra des élus locaux, des entrepreneurs et des responsables d'associations mardi 22 mai.

LE MONDE | 19.05.2018 à 10h01 | Par Louise Couvelaire ([journaliste/louise-couvelaire/](#))



Jean-Louis Borloo le 26 avril. JOËL SAGET / AFP

Ils se sont tous alignés derrière Jean-Louis Borloo. Quelle que soit leur étiquette politique. Maires de banlieue, élus de communes rurales, présidents d'agglomérations, d'intercommunalités et de métropoles : ils parlent d'une même voix en faveur du plan de bataille pour les quartiers populaires proposé par l'ancien ministre de la ville du gouvernement Raffarin de 2002 à 2004.

Dernier ralliement en date, celui de l'Association des maires de France (AMF), jeudi 17 mai. François Baroin, son président, a même envoyé un courrier à Emmanuel Macron. « *Le symbole est très fort*, souligne Marc Vuillemot, président de Ville & Banlieue. *Cela signifie que tout le monde se rassemble dans un véritable élan de solidarité républicaine.* »

Mais les déclarations de l'Elysée ont quelque peu douché leur enthousiasme. En faisant savoir, vendredi 18 mai, que le président de la République annoncerait, mardi 22 mai, « *des mesures concrètes (...) sans pour autant annoncer un grand plan pour les banlieues* », l'Elysée a ravivé les inquiétudes. Les élus craignent que le chef de l'Etat se contente d'une « *reprise a minima de quelques propositions gadgets* », résume Gilles Leproust, maire (PCF) d'Allonnes, dans la Sarthe. « *Si c'est le cas, nous ne nous en satisferons pas*, prévient-il. *Nous ne demandons pas la mise en place immédiate des 19 programmes proposés par Borloo. Il faut commencer par quelques mesures significatives et s'inscrire ensuite dans la durée.* »

En novembre, lors de son discours de Tourcoing, Emmanuel Macron avait appelé de ses vœux une « *mobilisation nationale pour les quartiers* ». Les élus, qui ont travaillé six mois pour contribuer au rapport et se sont unis pour le soutenir, estiment avoir rempli leur part du marché. Du moins pour cette première tranche.

« *C'est le seul dossier transpartisan, prêt à l'emploi et qui, contrairement à ce que l'on dit, ne coûte pas cher*, souligne...

Partage des expériences à l'accès à la culture



L'auditoire où, tour à tour, chacun était invité à venir partager l'approche de la culture dans la cité.

Salle des arts, ils sont venus des villes et banlieues partager la mise en œuvre de la culture dans la cité et les quartiers. Ils, les acteurs de la culture, les associations, les élus, représentent six millions d'habitants.

Philippe Rio, maire de Grigny est, avec des élus, à l'origine de l'alerte sur une situation qui se précarise en quartier d'où l'appel de Grigny entendu par le Président de la République qui a chargé Jean-Louis Borloo d'une mission dont l'objectif est de rendre les banlieues à la République. Le maire de Grigny est chargé d'animer la sixième étape avec pour thème la culture.

Philippe Rio a appelé des contributeurs pour que soient partagées des expériences à l'accès à la culture. Gilles Rouby, de la MJC du Ronceray, a insisté sur l'appropriation par la population des outils mis à leur disposition par la MJC. Se sont succédé, l'association autour du livre de Coulaines, la mise en place d'un réseau touristique aux Mureaux autour de la cuisine des mamans aux cent nationalités, la compagnie théâtrale de l'Enfumeraie dont le désir est d'exporter partout la culture.

En donnant la parole à Nicolas Quillet, préfet de la Sarthe, Philippe Rio a salué sa présence comme étant le premier préfet à intervenir lors des étapes de la ville. Celui-ci a indiqué : « La culture permet de grandir. Le pays a le devoir de favoriser la culture qui passe, entre autres, par le combat contre l'illettrisme, une aide au cours de langage et d'expression, le théâtre y contribue ». Puis il a conclu : « La culture permet à tout moment de la vie de ramener la République dans les quartiers et à mon niveau, je m'y emploierai ».

C'est par une conclusion teintée d'optimiste que le maire allonnais a conclu ces états généraux.

Ils ne veulent plus être les oubliés de la République



Plus d'une soixantaine de personnes sont venues entendre et défendre les 19 chapitres du rapport Borloo au conseil municipal extraordinaire, mercredi.

Élus et habitants, réunis en conseil municipal extraordinaire, ont validé, mercredi soir, les dix-neuf mesures du rapport Borloo qui propose un plan pour les banlieues.

Mercredi soir, élus et citoyens ont voté à l'unanimité, en conseil municipal extraordinaire, leur soutien au plan de Jean-Louis Borloo « Vivre ensemble, vivre en grand » et validé l'urgence à prendre les mesures préconisées dans les 19 chapitres du rapport.

Moins de tout dans tous les domaines

Sport, santé, emploi, mobilité... Les chiffres parlent. « - 40 % de structures sportives et deux fois moins de licenciés dans les quartiers prioritaires », révèle Catherine Bouché, 1er adjointe au maire chargée du sport. « Comment assurer notre mission sans les emplois aidés qui disparaissent », s'inquiètent les responsables des Jeunesses sportives d'Allonnes.

Côté urbanisation, « depuis quatre ans, tout est à l'arrêt », regrette Michel Victor, adjoint au maire chargé du dossier. « Comment les organismes vont pouvoir financer les constructions nécessaires avec des aides largement amputées, interroge Jean Thévenot, militant à la CNL (Confédération nationale du logement), élu au conseil d'administration de Sarthe habitat, dans le public. **Quand on habite dans un HLM à quatre étages sans ascenseurs, un jour il faut qu'on descende.** »

Côté mobilité, même constat. Les quartiers prioritaires sont moins bien desservis que les autres. Même si le Tempo et la création de la ligne 26 ont donné une bouffée d'air à Allonnes. « **Quand on habite à la campagne, on n'a pas de bus pour se rendre au lycée** », déplore une jeune fille dans la salle.

Les habitants réclament plus de policiers

Côté emploi, même chose. « **Le taux de chômage est deux fois et demie plus élevé que sur le reste du territoire et 20 % de plus de personnes sans diplômes** », continue Youssef Ben Amar.

La sécurité et la justice ont été au cœur des préoccupations. « **C'est une mission éminemment régalienne. C'est à l'État d'assurer qu'on puisse se déplacer d'un endroit à un autre en toute quiétude** », rappelle Arsène Mabougou, conseiller en charge du sujet pour répondre au public qui estime qu'un policier municipal ne suffit pas. « **Il y a un manque criant de moyens humains. On le constate tous les jours. Il faut un recrutement diversifié dans les cités pour faire face à la délinquance.** » Internauts et habitants présents s'accordent à dire qu'« **avant avec la gendarmerie, c'était mieux. Ils étaient sur le terrain. Aujourd'hui, à Allonnes le commissariat ne sert qu'à enregistrer des plaintes.** »

Éducation, illettrisme, discrimination par l'adresse ou la couleur... on pourrait continuer. La liste est longue. Si, sans conteste, le potentiel humain est le même que partout ailleurs en France, il est clair que les habitants n'ont pas les mêmes chances pour le développer et qu'il faut plus de moyens. C'est bien, dans ce sens, qu'ils ont adressé une lettre au président de la République.

M. D.



Article issu de l'édition de Sarthe du Lundi 21 Mai 2018

Les « Propositions Borloo » en débat



Vote à l'unanimité pour « L'adresse solennelle au président de la république ».

Quatre-vingt-dix minutes pour convaincre la présidence de la république. Le conseil municipal extraordinaire qui s'est tenu mercredi devant un public de 80 personnes était exclusivement consacré au décryptage du document rédigé par Jean-Louis Borloo, avant orientation définitive prise par le Président de la République, ce 22 mai.

Le maire, Gilles Leproust, a demandé à chaque président de groupe de se positionner par rapport aux propositions Borloo.

Anne Pichon au nom des socialistes est revenue sur la loi Lamy, en dénonçant « la suppression des emplois aidés ».

Le public invité à intervenir

Guy Favennec, pour l'opposition municipale, indique « Ce texte séduisant vaut la peine d'être mis en œuvre. Cependant, je n'ai pas vu notre ville citée dans les quartiers prioritaires, il va falloir être attentifs ».

Yves Berthelin pour le groupe communiste et écologistes, « L'application des mesures préconisées doit être immédiatement visible dans nos quartiers, cela passe par le renforcement des services publics et par l'augmentation du pouvoir d'achat des citoyens ».

La séance s'est déroulée en trois parties avec, entre chacune des parties, une suspension de séance pour permettre au public et internautes d'intervenir. Les 19 propositions Borloo ont chacune été présentées tour à tour par un élu.

En fin de séance les élus ont adopté à l'unanimité « Une adresse solennelle au Président de la République » qui rappelle que « La ville d'Allonnes se reconnaît pleinement dans le constat et les propositions. L'heure est à l'action, nous vous demandons, le 22 mai, de prendre en compte la globalité des 19 propositions ».

Réaction

Odile : « Je suis pessimiste »

Jeune retraitée, ancienne assistante maternelle, Odile s'est confiée à l'issue du conseil municipal.

« Je m'intéresse très peu à la politique, néanmoins je constate que localement le maire se démène pour sa ville, comme tous les élus d'ailleurs, y compris ceux qui sont dans l'opposition. Je ne souhaite qu'une chose, c'est que l'équipe municipale ait les moyens suffisants pour gérer et développer Allonnes ».

« Je suis inquiète, j'ai voté pour Emmanuel Macron, j'y croyais, mais en fait il m'a déçu : il semble ne pas aimer les petites gens. Il pense que le citoyen n'est pas capable de comprendre. Alors je suis pessimiste pour le plan de M. Borloo, j'ai peur que nos élus soient déçus. Néanmoins je vais suivre ce dossier et qui sait peut-être que je me trompe ! ».



Article issu de l'édition de Grand-Mans du Mardi 22 Mai 2018

Quartiers prioritaires : « Un rendez-vous manqué » selon Gilles Leproust



Gilles Leproust, maire d'Allonnes.
Photo archives ML

Emmanuel Macron recevait hier matin à l'Élysée les acteurs du rapport Borloo, dans lequel figuraient dix-neuf mesures ambitieuses concernant les quartiers prioritaires. Parmi les invités, le maire d'Allonnes Gilles Leproust (PCF), également secrétaire général de l'association des maires de France ville et banlieue.

Ce dernier n'a pas trouvé « le très long discours » du président de la République « à la hauteur de la qualité du travail mené par les élus de tous partis, des habitants et des associations ».

« Le Président a pris quelques mesures qu'on ne peut que partager », ajoute l'édile « comme faciliter la recherche de stage pour les 3e, la volonté de relancer l'Anru ou encore l'égalité femmes-hommes. Mais son discours manque d'ambition et d'enjeux. Il ne renvoie à rien de précis, je suis resté sur ma faim », poursuit-il, considérant « qu'il s'agit globalement d'un rendez-vous manqué par rapport aux attentes qui s'étaient exprimées ces six derniers mois ».

Gilles Leproust regrette que le président n'ait pas eu « un mot sur le financement des mesures. Il a beaucoup renvoyé sur les collectivités, estimant qu'elles et les associations devaient se débrouiller » alors même que « l'on sort d'une purge des dotations de l'Etat. À aucun moment il n'a non plus cité le service public. »

Rappelant que « les habitants veulent des actions concrètes », le secrétaire général de l'association des maires de France ville et banlieue assure qu'il continuera « à faire des propositions ».

Les maires déçus, Borloo satisfait



Gilles Leproust, maire PC-FDG d'Allonnes (Sarthe) ; Jean-Louis Borloo.
Ouest-France/Maxppp

Catherine Arenou, maire LR de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) : « Depuis trois jours, tout nous laissait supposer qu'Emmanuel Macron n'allait faire aucune annonce. Au fond de moi, je voulais y croire mais après avoir entendu son discours, je suis chaos debout. C'est loin d'être un grand plan pour les banlieues comme promis. J'attends désormais quelques textes de loi en juillet... mais on ne sait pas ce qu'elles contiendront. »

Gilles Leproust, maire PC-Front de gauche d'Allonnes (Sarthe) : « Le Président a repris quelques mesures du plan Borloo, mais pas sa cohérence. Il n'y a rien sur les services publics, pas une seule proposition concrète. Toutefois, je me félicite de ses annonces pour les associations de banlieues et les stages en entreprise pour les élèves de troisième, car certaines familles n'ont pas le réseau suffisant. Je trouve cependant qu'Emmanuel Macron manque de courage politique, il nous a beaucoup renvoyés en juillet, mais c'est maintenant qu'il faut être au rendez-vous. En résumé, je dis : « Peut mieux faire ». »

Jean-Louis Borloo : « Je suis très satisfait. Tous les sujets du rapport ont été cochés. Les dix-neuf points du rapport (dont il est l'auteur NDLR) y sont tous. J'ai retrouvé la cour d'équité territoriale, la fondation, le campus numérique, la cité éducative, la mobilisation de tout le monde. Je n'en vois pas un qui manque, sauf peut-être le programme « À la rencontre de l'autre ». »

Stéphane Peu, député La France insoumise de Seine-Saint-Denis : « Ce ne sont pas des territoires perdus de la République, mais abandonnés [...] Il y a un risque de balkanisation de la République et, pour l'éviter, cela ne pourra pas se faire avec des demi-mesures. »

Marine Le Pen, présidente du Front national : « Quasiment pas le mot immigration, quasiment pas le mot fondamentalisme islamiste. Or on sait parfaitement que ce sont des problématiques qui sont en partie à la source des difficultés des banlieues. Alors refuser de voir ces réalités-là, c'est évidemment se condamner à l'échec. »

Discours sur les quartiers : Gilles Leproust déçu



« J'ai été surpris par le slogan : La France, une chance pour chacun », glisse Gilles Leproust, qui aurait préféré « La République pour tous ». Archives

Le maire d'Allonnes faisait partie des 600 invités à l'Élysée, où le président de la République a présenté ses mesures pour les quartiers défavorisés. L' élu communiste reste sur sa faim.

« **Un discours fleuve, avec peu de mesures concrètes, pas à la hauteur de l'engagement des acteurs sur le terrain.** » C'est ainsi que Gilles Leproust résume l'intervention d'Emmanuel Macron, mardi matin, à l'Élysée.

Le maire d'Allonnes, conseiller départemental, membre du collectif Territoires gagnants et secrétaire général de l'association des maires et villes de banlieues, faisait partie des 600 invités choisis par le président de la République pour leur présenter « **la mobilisation nationale** » en faveur des quartiers en difficulté, où vivent six millions d'habitants.

Une initiative née après l'appel de Grigny, coup de gueule d'environ un millier d'élus et responsables associatifs face aux coupes budgétaires.

« **On attend des dispositions concrètes** »

Dans la foulée, le président a missionné Jean-Louis Borloo pour aller sur le terrain et rédiger un plan de bataille innovant sur le sujet. Le rapport vient d'être remis à Emmanuel Macron.

Appelant à « **changer de méthode** » pour « **sortir de « l'assignation à résidence** » les habitants des quartiers défavorisés, Emmanuel Macron n'a pas convaincu Gilles Leproust.

« **Sur beaucoup de points, comme l'égalité hommes-femmes, on ne peut qu'être d'accord. Mais après, on attend des dispositions concrètes, au quotidien. Là, il a beaucoup renvoyé à cet été** », déplore Gilles Leproust.

« **Le président a aussi beaucoup renvoyé vers les collectivités et évoqué la question des « droits réels** », comme il dit, **sans mentionner une seule fois le terme de service public** », ajoute l' élu communiste, qui prend notamment l'exemple de dédoublement de classe en CP, pour les écoles en zone Rep +.

« Il a valorisé cette décision, mais pas un mot sur les coûts induits pour les collectivités, ni sur le fait qu'on prenait des enseignants dans le dispositif de soutien. À Allonnes, on a pris deux enseignants. Du coup, ça dégrade les conditions pour les CE1 et les classes qui suivent. »

Gilles Leproust fustige aussi la difficulté des collectivités à financer des projets.

Motif ? Les collectivités dont le budget de fonctionnement dépasse 60 millions d'euros doivent signer un pacte avec la préfecture, pour s'engager à ne pas dépasser une hausse de 1,2 %. **« Le Mans Métropole est concernée. Comme le Département ou la Région. Le paradoxe, c'est qu'on transfère des activités, mais on serre la vis aux grandes collectivités. Au bout, le robinet se tarit pour les plus petites. »**



Article issu de l'édition de Sarthe du Mercredi 23 Mai 2018

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Ludovic Marin/Pool via Reuters

La France,
une chance pour chacun.

ELYSÉE
MARDI 22 MAI 2018



Macron, pas de quartier pour les banlieues

LE CHEF
DE L'ÉTAT
A ENTERRÉ HIER
LE PLAN BORLOO
ET AVEC LUI LES
PROPOSITIONS DES
ÉLUS DES QUARTIERS
POPULAIRES
MOBILISÉS DEPUIS
DES MOIS.
P. 4

PHOTO: LUDOVIC MARIN/POOL VIA REUTERS

Emmanuel Macron renvoie la banlieue à elle-même

Présentant le plan d'action pour les quartiers populaires prévu pour février, le chef de l'État a longuement disserté sur les quartiers populaires, pour que « chacun retrouve sa dignité », mais renvoyant, avec le slogan choisi, à l'initiative individuelle plutôt qu'à l'État.

Il n'y aura pas de plan pour « vivre en grand la République », comme le suggérait le rapport de Jean-Louis Borloo. Son appel à un « plan de réconciliation nationale » n'a pas été retenu. Le chef de l'État l'a dit d'emblée, hier, devant des élus et des associations de banlieue. « Je ne vais pas vous annoncer un plan pour la ville ou un plan pour la banlieue », a-t-il déclaré, micro à la main, façon stand-up. « Deux mâles blancs qui ne vivent pas dans les banlieues se remettent un rapport sur les banlieues (...) ça ne marche plus comme ça », a-t-il insisté, sous les yeux de Jean-Louis Borloo. C'est trop vieux monde pour Emmanuel Macron. C'est pourtant lui qui a confié cette tâche à l'ancien ministre de Jacques Chirac. Depuis, il a manifestement changé d'avis, préférant décliner une nouvelle « philosophie ». Plutôt que d'annoncer des mesures pour des zones prioritaires, concernées par une politique spécifique, il préfère lancer une « mobilisation générale » de l'État, des collectivités et des acteurs économiques pour assurer « l'effectivité » des droits, de « droits réels ». Mais des mesures précises pour les atteindre, il n'y en avait pas, ou si peu.

Services publics et moyens de l'État, rien de nouveau

La rénovation urbaine, dont la mécanique est à l'arrêt ? Point de nouveaux financements, l'exécutif se faisant fort de lancer dans les prochains mois une nouvelle procédure pour accélérer le traitement des dossiers. Dans ce domaine, il compte surtout sur les métropoles et les agglomérations qui sont « la bonne échelle » d'action pour mener les politiques de logement et d'aménagement. Il dit « banco » au pacte de Dijon, par lequel France urbaine et l'association des communautés d'agglomération ont réclamé, le 6 avril dernier, de voir leur responsabilité mise en avant pour « modifier l'équilibre social » des quartiers prioritaires

de la politique de la ville, d'y mener des politiques de peuplement adaptées et de les dynamiser. Les difficultés du Mirail, « on les règle au niveau de Toulouse, pas au niveau du quartier », a insisté Emmanuel Macron.

L'idée de Jean-Louis Borloo de créer une fondation pour sacrifier les financements destinés à la rénovation urbaine et à des actions sociales dans les quartiers n'est pas écartée, mais elle sera seulement mise à l'étude, d'ici au mois de juillet. L'idée d'une cour d'équité territoriale est aussi saluée, même si ce rôle de contrôle des politiques publiques devrait revenir au Parlement. Quant aux services publics et aux moyens de l'État, rien de nouveau. Sur ce sujet, le chef de l'État se borne à réciter les mesures déjà prises dans l'éducation nationale ou des réformes en cours en matière de formation professionnelle. Un plan de lutte contre les trafics de drogue est annoncé, mais son contenu ne sera connu, là encore, qu'au mois de juillet. S'il s'est prononcé contre le financement à projet des associations et des acteurs de la politique de la ville, il évite de dire par quoi cela sera remplacé.

De la même manière qu'il compte sur les collectivités pour transformer les grandes cités populaires, il lance un appel aux acteurs économiques pour offrir des opportunités aux jeunes des quartiers. Le SBF 120, c'est-à-dire le groupement des 120 plus grosses entreprises, sera convoqué, à l'été, pour veiller au succès des emplois francs ou obtenir plus de contrats en alternance.

L'égalité des chances préférée à l'égalité réelle

« Ce que veulent les jeunes et les moins jeunes qui vivent dans les quartiers populaires, c'est au fond aborder quelque chose que l'on aborde peu dans la République :

c'est le réseau. C'est l'accès à. C'est l'opportunité. Ce n'est pas forcément une politique publique ou des aides. C'est juste la possibilité d'accéder à un endroit où il y a déjà beaucoup de monde et de pouvoir

dire : est-ce que vous me feriez confiance ? C'est de pousser son idée ou son initiative au bon moment au bon endroit. » En bon libéral, Emmanuel Macron préfère l'égalité des chances à l'égalité réelle.

« La France, une chance pour chacun », disait d'ailleurs l'énorme slogan placé derrière le pupitre présidentiel.

« J'aurais préféré la République pour tous », tranche Gilles Leproust, maire PCF d'Alfortville et secrétaire général de l'association Ville & Banlieue, qui déplore de voir le pouvoir confié aux collectivités au moment même où l'État leur supprime des moyens. « Quand on parle banlieue, c'est le grand flou », a aussi vertement réagi Stéphane Troussel, président PS du département de Seine-Saint-Denis, en sortant de l'Élysée.

Le « testing » antidiscrimination, une promesse déjà faite en 2016

À Tourcoing, Emmanuel Macron annonçait déjà une « mobilisation nationale » pour les quartiers populaires. Changement de ton en mai, le chef de l'État, dont le cœur penche pour la responsabilité individuelle, estime désormais que « tout le monde est acteur de la protection collective. Quand on refuse de mettre un terme aux violences dans son quartier, on en devient en quelque sorte complice ». Les habitants des quartiers populaires seraient donc complices d'une insécurité dont ils sont les premières victimes.

Parmi les rares annonces concrètes effectuées, des « testing » antidiscrimination dans les 120 plus grandes entreprises françaises. Une promesse déjà faite en 2016,

« IL Y A PLUS DE BESOINS PARCE QU'IL Y A PLUS DE JEUNESSE DANS DES SITUATIONS PLUS COMPLEXES ET MOINS DE MOYENS GLOBAUX. » JEAN-LOUIS BORLOO



Le président de la République a assuré vouloir « l'ef

lorsque Macron était à Bercy, et jamais mise en œuvre. « Le stage de 3^e, c'est ce qu'on n'arrive pas à obtenir mais c'est aussi ce qui permet de sortir de l'assignation à résidence », a également lancé le président, promettant 30 000 stages via une plateforme commune, que nombre de départements ont déjà mis en place sans attendre le gouvernement. Ce stage d'observation obligatoire de 3 à 5 jours, Emmanuel Macron en fait un peu vite un sésame pour l'entrée dans la vie active. Quant aux 30 000 places supplémentaires en crèche promises, pas d'argent supplémentaire, le chef de l'État renvoie à l'Anru pour les financer dans le cadre de ses missions.

Borloo fait bonne figure, estimant que « les 19 points du rapport y sont tous ». Avant de tempérer son avis : « après, c'est un art de l'exécution », manière de donner rendez-vous sur les mises en œuvre réelles des mesures. Car, à y regarder de plus près, si le président a bien balayé les chapitres du rapport Borloo dont l'ambition avait séduit les élus locaux concernés au premier chef, il n'en a pas repris les besoins de financement. ■

PIERRE DUQUESNE ET LIONEL VENTURINI



«activité» des droits en banlieue mais n'a annoncé aucune mesure précise pour y parvenir. Gonzalo Fuentes/Reuters

«Le président des riches prépare une République fragmentée»

Stéphane Peu a participé à un rapport pointant les manquements de l'État en Seine-Saint-Denis. Il voit dans le discours d'hier un «enterrement de première classe» des préconisations de Jean-Louis Borloo.

Lors de la présentation du rapport Borloo, vous estimiez que les arbitrages d'Emmanuel Macron sonneraient «l'heure de vérité». Quel bilan en faites-vous ?

STÉPHANE PEU C'est un enterrement de première classe, une immense déception et le témoignage d'une politique qui clive le pays. Celle d'un président des riches qui prépare une République fragmentée. Emmanuel Macron relègue, non pas seulement les 6 millions d'habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, mais les 15 millions qui vivent dans des territoires oubliés de la République, en outre-mer, dans les zones rurales et les quartiers populaires des grandes villes. Le fait de ne pas retenir le plan Borloo et d'agiter quelques mesures symboliques pour faire écran de fumée témoigne de sa conviction profonde. Il s'obstine dans sa logique des «premiers de cordée», celle de la théorie du ruissellement qui voudrait qu'en concentrant les efforts sur les plus favorisés, ils entraîneront par magie l'ensemble du pays dans une spirale ascendante. Ce qui est démenti par la

réalité et témoigne d'une méconnaissance totale des ruptures à l'œuvre.

Les différents plans prévus pour juillet, en matière de sécurité, de logements ou de culture, sont-ils à la hauteur des difficultés ?

STÉPHANE PEU Pour l'instant, rien ne répond à ces enjeux. La police de sécurité du quotidien, par exemple, a été annoncée à grand renfort de communication. Or elle n'est toujours pas en place et les 30 premiers quartiers retenus pour sa mise en œuvre ignorent la plupart des grands quartiers prioritaires de la politique de la ville. De même, l'un des grands facteurs de l'émancipation, évoqué par le président, c'est l'école. Or c'est dans ces quartiers que l'école est le plus en difficulté. Un enfant entre l'âge de 6 ans et la troisième y aura l'équivalent d'une année scolaire complète sans enseignants. Mais rien n'est prévu pour les remplacements qui ne sont pas assurés. De même, les annonces sur les opérations de réhabilitation des copropriétés dégradées non seulement ne sont que la répétition de ce qui était déjà prévu, mais en plus la loi sur le logement prépare la vente massive de HLM qui deviendront les copropriétés dégradées de demain. C'est totalement incohérent. En réponse à chaque problème



Stéphane Peu
Député PCF
de Seine-Saint-Denis

que rencontre le pays, Macron plaque un dogme libéral à l'exact opposé de ce qu'il serait nécessaire de faire.

Un plan pour la banlieue engendrerait, selon le président, une «mise en concurrence» des territoires. Qu'en pensez-vous, à la lumière du rapport sur la Seine-Saint-Denis auquel vous avez participé ?

STÉPHANE PEU Il décrit surtout une situation qui, au-delà de ce que peut croire une certaine élite technocratique ou médiatique, ne recouvre en rien la réalité. On a souvent dit que beaucoup d'argent avait été déversé sur ces territoires, en vain. C'est un mensonge : quelques politiques dérogatoires ont certes été mises en œuvre mais elles n'ont jamais compensé la discrimination. Celle-ci est objectivée dans plusieurs rapports, dont celui sur la Seine-Saint-Denis ; qui pointe notamment une différence de traitement, avec moins de policiers ou de juges par habitant. Cette différenciation entre les quartiers est aujourd'hui assumée par un État qui donne moins à ceux qui ont moins. À défaut d'un énième plan, il faudrait au minimum que l'État cesse cette politique. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
JULIA HAMLLOUJ

Banlieues : Borloo fait de l'ombre à Macron

Le chef de l'Etat recevra des élus locaux, des entrepreneurs et des responsables d'associations mardi 22 mai

Mais à quoi jouent Jean-Louis Borloo et Emmanuel Macron ? Depuis la remise, le 26 avril, du rapport « Vivre ensemble, vivre en grand », rédigé par l'ancien maire de Valenciennes (Nord) et censé inspirer le chef de l'Etat en matière de politique de la ville, l'ex-ministre centriste et le chef de l'Etat se sont lancés dans un jeu du chat et de la souris où il est pour l'instant bien difficile de dire qui est le chasseur et qui est la proie.

Mardi 22 mai, Emmanuel Macron recevra à l'Elysée plusieurs centaines de personnes, élus locaux, entrepreneurs, responsables associatifs, habitants, afin de leur livrer une nouvelle fois sa « vision » en matière de développement des banlieues. Un événement que son entourage inscrit dans le droit-fil du discours prononcé à Tourcoing (Nord), le 14 novembre 2017, lors duquel le président avait appelé à « une mobilisation nationale pour les villes et les quartiers ».

Mais alors que le premier ministre, Edouard Philippe, avait assuré qu'un « plan de mobilisation » pour les banlieues serait révélé à cette occasion, seules « quelques nouvelles mesures » devraient être finalement annoncées mardi, indique l'Elysée. « L'idée est de donner la parole aux acteurs de terrain, de partir de la base, des habitants, plutôt que d'apporter d'en haut des solutions toutes faites, explique l'entourage du chef de l'Etat. Il y a déjà beaucoup d'expériences menées dans les quartiers qui pourraient être dupliquées ailleurs. »

« Coconstruire les solutions »

Exit donc des dix-neuf programmes préconisés par Jean-Louis Borloo dans son rapport de 164 pages, remis il y a un mois au chef du gouvernement. Selon différentes sources, quelques dispositifs pourraient être repris mais pas l'ensemble des préconisations de l'ancien ministre de la ville. « Emmanuel Macron va rappeler que c'est toute la politique du gouvernement qui concourt à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers, en matière de sécurité, de logement, de formation... », explique une proche. « Le rapport n'a jamais été conçu pour être repris tel quel mais pour inspirer le gouvernement », plaide-t-on à Matignon.

Un recul du chef de l'Etat ? Ou une façon de reprendre la main sur le dossier ? A Tourcoing, en novembre 2017, M. Macron avait déjà indiqué qu'il n'y aurait pas, sous son mandat, un « plan Marshall » pour les banlieues. « L'Etat ne sait pas tout » et



Jean-Louis Borloo, lors d'une visite d'Emmanuel Macron à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), en novembre 2017.

LUDOVIC MARIN/AFP

doit « coconstruire les solutions avec les élus, les associations et les habitants de ces quartiers », avait déclaré l'ex-ministre de l'économie, refusant d'appliquer à la banlieue une « politique spécifique », même s'il avait annoncé à cette occasion le retour des emplois francs, qui sont expérimentés depuis le 1^{er} avril dans 194 quartiers prioritaires.

C'est justement à cette « coconstruction » voulue par M. Macron que les élus locaux et les associatifs de banlieue ont accepté de participer avec l'exécutif, sous l'égide de M. Borloo. Dès lors que l'ancien ministre de Jacques Chirac a officiellement accepté de « remettre les gants » à la demande du président de la République, la colère des maires s'était tue. Cela faisait des mois – depuis l'annonce, en juillet 2017, des coupes budgétaires et du gel des emplois aidés – que les tensions ne cessaient de s'accroître.

Pendant six mois, près de 200 acteurs de terrain ont « planché comme des malades », dit l'un d'eux, pour proposer au chef de l'Etat un plan de bataille com-

« Le rapport n'a jamais été conçu pour être repris tel quel mais pour inspirer le gouvernement », plaide-t-on à Matignon

mun. « Je suis très confiant, assure Jean-Philippe Acensi, président de l'association Bleu blanc zèbre.

Je n'imagine pas un seul instant qu'Emmanuel Macron va se contenter de reprendre deux ou trois petites mesures du rapport Borloo. » Pour preuve, avance-t-il, les dix-sept réunions interministérielles consacrées à l'étude du rapport qui se sont tenues ces trois dernières semaines.

Plus qu'une supposée fracture entre Jean-Louis Borloo et Emmanuel Macron, c'est surtout une affaire d'égo qui serait à l'œuvre ces deux derniers jours et expliquerait cette « cacophonie médiati-

que », selon un proche du dossier. « Certains membres de l'entourage d'Emmanuel Macron estiment que Borloo et son rapport ont pris trop de place dans le débat public et ça les irrite au plus haut point, poursuit cette source. Ceux-là – et le chef de l'Etat en fait peut-être partie – ont cru que Borloo remplirait sa mission tranquillement, sans faire trop de bruit : c'est mal connaître le personnage... » « J'ai l'impression d'être dans une cours d'école, ajoute un autre. Mais je pense que Macron va vite y mettre le holà. »

« On attend des actes »

Parmi les soutiens au plan de l'ancien avocat, on veut croire que M. Macron ne laissera pas passer « une occasion politique en or » de se réconcilier avec les élus de banlieue. Ils espèrent que le chef de l'Etat reprendra au moins deux des mesures phares du plan que sont la création d'une cour d'équité territoriale – une juridiction pour sanctionner l'inaction des administrations – et la mise en place d'une fondation pour la qualité urbaine et rurale. Sorte d'Agence nationale pour la rénovation urbaine XXL, elle concernerait également les zones rurales et les territoires d'outre-mer, afin de toucher les quinze millions de personnes « assignées à résidence ».

« Même s'il est un peu tôt pour en faire l'annonce dès mardi, Macron pourrait au moins indiquer que ses équipes retiennent ces idées et y travaillent, commente-t-on dans l'entourage de M. Borloo. D'autant que ces mesures ne concernent pas seulement les quartiers sensibles urbains, elles concernent tous les territoires oubliés de la République, ce qui est plus facile à « vendre » politiquement. »

« Aujourd'hui, on attend de Macron un discours clair et des actes, met en garde l'ancien maire de Sevran (Seine-Saint-Denis) Stéphane Gatignon, qui a rendu son mandat le 6 avril pour protester contre l'abandon des quartiers. Son souci, c'est que, s'il ne veut pas se coltiner la banlieue, c'est la banlieue qui va se coltiner à lui. » ■

80 km/h : Collomb rappelé à l'ordre

Le premier ministre, Edouard Philippe, a tancé, vendredi 18 mai, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, pour l'appeler à la solidarité gouvernementale sur le dossier des 80 km/h. Lors d'une réunion publique à Rungis, jeudi 17 mai, l'ex-maire de Lyon avait refusé de répondre à une question sur le sujet. « Je prends un joker ! », avait-il déclaré. « Il faut parfois choisir entre des mauvaises décisions qui rendent populaires et des décisions bonnes qui rendent impopulaires. Je crois que le gouvernement dans sa globalité a choisi et assume ce choix » de baisser la vitesse sur les routes, a répondu M. Philippe, lors d'un déplacement à Strasbourg.

COMPRENDRE L'ORIGINE ET L'ESPRIT DE LA CONSTITUTION

Alors qu'une nouvelle révision de la Constitution est en marche, LCP revient sur les origines du texte fondateur créé par le Général de Gaulle il y a 60 ans.

LUNDI 21 MAI À 20H30

LA VÈME, UNE CONSTITUTION SUR MESURE ?

Documentaire inédit de Jean Garrigues et Bénédicte Loubère (52')

(suivi d'un débat présenté par Jean-François GRATIEN. Une coproduction LCP-Assemblée nationale / Patrick SPICA Productions)

TOUS LES SAMEDIS À 20H00 ET SUR LCP.FR

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

Collection pédagogique

de 13 modules de 13 minutes

Co-production LCP / Ellervivences présentée par Catherine BOULLAY

LCP
ASSEMBLÉE NATIONALE

LCP-Assemblée nationale sur le canal 13 de la TNT, le câble, la satellite et en version LCP 100% sur ADSL et LCPM

Des élus locaux derrière l'ex-ministre

ILS SE SONT TOUS ALIGNÉS DERRIÈRE Jean-Louis Borloo. Quelle que soit leur étiquette politique. Maires de banlieue, élus de communes rurales, présidents d'agglomérations, d'intercommunalités et de métropoles : ils parlent d'une même voix en faveur du plan de bataille pour les quartiers populaires proposé par l'ancien ministre de la ville du gouvernement Raffarin de 2002 à 2004. Dernier ralliement en date, celui de l'Association des maires de France (AMF), jeudi 17 mai. François Baroin, son président, a même envoyé un courrier à Emmanuel Macron. « Le symbole est très fort, souligne Marc Vuillemot, président de Ville & Banlieue. Cela signifie que tout le monde se rassemble dans une véritable élan de solidarité républicaine. »

Mais les déclarations de l'Elysée ont quelque peu duché leur enthousiasme. En faisant savoir, vendredi 18 mai, que le président de la République annoncerait, mardi 22 mai, « des mesures concrètes (...) sans pour autant annoncer un grand plan pour les banlieues », l'Elysée a ravivé les inquiétudes. Les élus craignent que le chef de l'Etat se contente d'une « reprise à mi-

sume Gilles Leproust, maire (PCF) d'Allonnes, dans la Sarthe. « Si c'est le cas, nous ne nous en satisferons pas, prévient-il. Nous ne demandons pas la mise en place immédiate des 19 programmes proposés par Borloo. Il faut commencer par quelques mesures significatives et s'inscrire ensuite dans la durée. »

« Mobilisation nationale »

En novembre 2017, lors de son discours de Tourcoing, Emmanuel Macron avait appelé de ses vœux une « mobilisation nationale pour les quartiers ». Les élus, qui ont travaillé six mois pour contribuer au rapport et se sont unis pour le soutenir, estiment avoir rempli leur part de marché. Du moins pour cette première tranche.

« C'est le seul dossier transparent, prêt à l'emploi et qui, contrairement à ce que l'on dit, ne coûte pas cher, souligne Philippe Rio, maire (PCF) de Grigny, dans l'Essonne, qui vient de recevoir son invitation pour assister, le 22 mai, à l'événement de mobilisation en faveur des quartiers. Je n'imagine pas une seconde que Macron puisse passer à côté. » ■